



« Vacances apprenantes » : l'été ressemblera-t-il à ce qu'annonce Jean-Michel Blanquer ?

Faute d'être parvenu à rescolariser la majorité des élèves, le ministre espère toucher un million d'enfants défavorisés en mettant en place des « colos apprenantes » et des séjours en « écoles ouvertes ». Effet d'annonce ou réelle opportunité? « L'Obs » a enquêté. Il est partout, il est incorrigible et, malgré la crise, il ne change pas. Les coups pleuvent sur l'Education nationale, incapable de retrouver son cours normal malgré la réouverture - théorique - des écoles le 11 mai dernier, et que fait Jean-Michel Blanquer ? Il ouvre un nouveau front en s'attaquant au monde de l'éducation populaire – centres de loisirs, colonies de vacances – pour le reformater à son goût.

Ce nouveau chantier blanquérien, annoncé la semaine dernière, porte le doux nom de « vacances apprenantes » et affiche des objectifs mirobolants : envoyer 250 000 jeunes en colos éducatives (dont 200 000 issus des quartiers populaires), 350 000 dans des accueils de loisirs « apprenants » labellisés par la rue de Grenelle, et enfin 400 000 dans des « écoles ouvertes », associant renforcement scolaire (le matin) et activités sportives et culturelles (l'après-midi). Soit un total d'un million d'enfants - presque autant que le nombre d'enfants et d'adolescents vivant dans les quartiers prioritaires « politique de la ville ».

Disons-le tout de suite : l'intention est louable et que le ministre se saisisse de ce dossier est tout sauf illégitime. Depuis des années, l'on sait, analyses statistiques à l'appui, que les vacances, et leur contenu plus ou moins éducatif, contribuent lourdement aux inégalités scolaires - ce que les chercheurs américains appellent le « summer learning loss effect ». Et oui, la conjoncture post-Covid rend la question de l'été 2020 brûlante, alors que seule une petite minorité d'enfants a été rescolarisée – et resocialisée.

« Rattraper scolairement ce qui s'est passé »

Le problème, comme souvent, n'est donc pas le pourquoi, mais le comment. Samedi 6 juin, à 9 h 30, horaire inédit pour une conférence de presse, Jean-Michel Blanquer convoquait les médias en ses bureaux de la rue de Grenelle en présence de **Gabriel Attal**, le secrétaire d'Etat à la Jeunesse chargé de piloter le dispositif, et Julien Denormandie, le ministre de la Ville. Préséance et caractère obligeant, Jean-Michel Blanquer a beaucoup parlé. Attal et Denormandie, nettement moins. Douterait-ils du « volontarisme quantitatif et qualitatif » affichés par le ministre de l'Education ?

Celui-ci reconnaît d'ailleurs que son opération, constitue un « défi ». Car, non seulement il va falloir démultiplier en un temps record des dispositifs jusque-là anecdotiques (les écoles ouvertes) ou en perte de vitesse (les colos). Mais ces mêmes dispositifs, dans l'esprit du locataire de la rue de Grenelle doivent être recuisinés à la sauce Educ'Nat'en y mettant « de quoi rattraper scolairement ce qui s'est passé [ou plutôt, pas passé, NDLR] pendant le confinement ».

Crédible, alors que les vacances d'été commencent dans trois semaines et que la tenue des séjours collectifs n'était même pas garantie à la fin mai ? Beaucoup, sur le terrain, en doutent. Julien Denormandie a d'ailleurs essayé de faire entendre une musique un peu différente, parlant d'un « été des opportunités », « apprenant » certes, mais également fait « de loisirs et de solidarité ».

Et les journalistes n'ont pu que constater la différence entre le « volontarisme » de Jean-Michel Blanquer et le ton beaucoup plus coulant du dossier de presse, mis au crédit du « gouvernement » et non du ministère de l'Education nationale – le détail compte. Sur le terrain, la plupart des acteurs veulent d'ailleurs croire que les priorités blanquériennes s'éclipseront devant l'urgence sociale. Autrement dit, que les subventions seront versées, quelle que soit la dimension apprenante – ou non - des séjours proposés. D'autant que la plateforme recensant les projets labellisés doit ouvrir... dès ce début de semaine.

« Colos apprenantes »

Voilà donc la relance des colonies de vacances érigée en priorité gouvernementale. C'est sur ce point que Jean-Michel Blanquer a centré son discours. C'est aussi là que le plus gros budget a été débloqué : 100 millions d'euros, dont 80 à la charge de l'Etat. Financièrement, l'effort est réel. Il représente un triplement de ce que la Caisse des allocations familiales mettait jusque-là au pot pour les enfants des quartiers. Question, toutefois : ces budgets seront-ils utilisés ? Ou, faute de demande, resteront-ils à l'état de purs effets d'annonce ?

Pour Jean-Michel Blanquer, la question, manifestement, ne soulève aucun doute : l'argent proposé – 400 euros par enfant – permettra de solvabiliser les familles qui jusqu'à présent ne pouvaient pas s'offrir des séjours à « haute valeur éducative ». Sous-entendu : la problématique des colos serait avant tout financière.

Pourtant, il suffit de faire un détour rapide par le terrain pour constater que la donne est un peu plus compliquée. La psychose qui s'est emparée des quartiers lors de l'épidémie de Covid – la plupart des enfants sont restés cloîtrés chez eux deux mois durant - ne fait que le confirmer : les familles populaires, pour moult raisons sur lesquelles nous avons déjà écrit, adoptent des comportements surprotecteurs avec leur progéniture. Et cela touche de plein fouet les séjours collectifs organisés loin du quartier.

A Grigny dans l'Essonne, ville populaire s'il en est, seuls 450 jeunes partent en colos chaque été, sur les 6 000 que compte la commune. « J'y mets mes enfants, c'est super, mais force est de constater que les familles qui en profitent ne sont pas celles qui en auraient le plus besoin, admet le maire (PCF) Philippe Rio. Les freins sont avant tout culturels. Prétendre toucher 20 % des jeunes des quartiers comme le propose le gouvernement me paraît totalement irréaliste. »

« Vacances vacançantes » ?

Faut-il pour autant renoncer ? Non, tout le monde s'accorde à dire que deux à trois semaines de resocialisation au sein d'un collectif cadré et bienveillant feront le plus grand bien aux enfants et adolescents après des mois de huis clos. Mais cela demande un long de travail de conviction auprès des familles. Et, hélas, en la matière, le gouvernement est un peu sec. Pour convaincre, Jean-Michel Blanquer compte d'abord sur les enseignants chargés de faire la publicité du dispositif courant juin. Mais déjà faudrait-il que les enfants identifiés comme prioritaires aient réintégré les salles de classe.

Or, rappelons-le, le Président Macron a décrété que le retour à l'école se ferait

« sur la base du volontariat ». Et, selon France Urbaine, l'association des grandes villes et métropoles, seuls... 5 % des élèves des quartiers prioritaires sont aujourd'hui rescolarisés, un chiffre accablant, qui, au demeurant, souligne combien l'exécutif a sous-estimé l'angoisse des familles défavorisées et la complexité de leurs relations avec l'institution scolaire.

Qui alors pour faire la retape ? Les médias, pardi, nous a répondu le ministre :

« Il faut donner envie, rendre les choses attractives. Cela dépend de vous et de la façon dont vous en parlerez ». Dont acte. Ceci étant posé, un petit effort de communication du côté du ministre ne serait pas non plus superflu. Car son concept de vacances apprenantes n'est pas le plus sexy à vendre au débotté.

« Ce dont nous avons d'abord besoin c'est de vacances vacançantes », dit ainsi Etienne Chauffour le responsable Education-solidarité de France urbaine et ex-maire PRG de Juvisy.

« S'il faut vendre des vacances apprenantes, nous le ferons. L'idée en soi est tout à fait honorable mais je crains qu'entre les vacances apprenantes et les vacances à ne rien faire en bas des tours, beaucoup de jeunes optent pour la seconde option ».

« Dans une langue correcte et claire »

La dimension « apprenante » des vacances de M. Blanquer n'est en effet pas feinte. Du moins sur le papier. Le cahier des charges, qui semble avoir été rédigé par le ministre en personne, annonce ainsi une « présence significative et explicitée de temps de renforcement des apprentissages » et

une

« valorisation de l'objectif de réussite de la rentrée scolaire pendant les séjours » (sic). Les colonies labellisées devront par ailleurs « travailler les compétences fondamentales à la réussite : compréhension de textes lus par les enfants ou adolescents ou qui leur ont été lus ; expression de leurs pensées à l'oral et à l'écrit dans une langue correcte et claire » (resic). Ceci passant par des « matchs d'improvisation » (super), des « pièces de théâtre en jouant une pièce du patrimoine » (outch) et par des « lectures collectives avec échanges et discussions pour s'assurer que chacun a bien compris le texte » (aïe)...

Austère ? Point du tout. Le ministre n'oublie pas que la jeunesse a besoin de détente. Mais là encore, il ne peut s'empêcher d'être prescriptif, sinon un poil paternaliste. Le divertissement au sens blanquérien doit s'ériger en contre-modèle face aux « tendances sociétales lourdes » et dessiner ni plus ni moins

« un monde de liberté qui vaille la peine de se déployer ». Pas de « Netflix » ou d' « exposition passive aux écrans ». Mais des activités très marquées : création artistique, exploration de l'environnement naturel, codage informatique, éducation nutritionnelle, activités manuelles « en lien avec des connaissances mathématiques ou physiques » et enfin activités sportives mais pas n'importe lesquelles : devront être priorisés les « sports de plein air qui associent le déplacement et la découverte du patrimoine (courses d'orientation, randonnée pédestre, équestre ou cycliste) », ainsi que ceux qui « peuvent mobiliser d'autres savoirs en interdisciplinarité (sport et histoire, sport et santé, sport et littérature) ». Bref, pour la colo parc Astérix avec supplément cornet de frites, il faudra repasser. Ou attendre le retour des socialistes...

« Colo surf pour les riches, colo apprenante pour les pauvres »

Cette vision très directive fait tousser dans le milieu de l'éduc'pop', même chez des acteurs poils à gratter comme le collectif Camps colos qui, comme le ministre, dénonce la « dérive touristique » du secteur. « Blanquer nous fait revenir à l'avant-1936, quand l'on envoyait les petits poulbots du 11 e suivre des leçons de choses dans les campagnes de Haute-Marne », dénonce son porte-parole Jean-Michel Bocquet, par ailleurs directeur du Mouvement rural de la jeunesse chrétienne (le MRJC, ex-JAC).

« Etre éducatif en colo, ce n'est pas recréer un ersatz d'école. C'est travailler d'autres compétences et savoir-être, offrir un espace singulier, où l'enfant peut s'exprimer, s'affirmer et montrer une autre facette de sa personnalité. Si l'école n'a pas pu rouvrir en juin, c'est la responsabilité du ministre, pas la nôtre. »

Le collectif s'attaque par ailleurs à la question de la mixité sociale, un des grands impensés philosophiques du blanquérisme. « Le risque, c'est la stigmatisation. Les riches iront faire du surf avec l'UCPA. Les pauvres auront droit à du soutien scolaire sous tente ». Interrogé par « l'Obs », **Gabriel Attal** dit avoir conscience de l'écueil et promet que les jeunes priorisés par le dispositif, seront répartis entre différents séjours. Mais les enfants de CSP +, à considérer qu'ils en ont besoin, iront-ils se fader les « modules de rattrapage scolaire dans différentes matières » imaginés par le ministre aux côtés des décrocheurs des quartiers ? Les premiers retours du terrain ne sont guère encourageants. Plusieurs grands comités d'entreprises d'organismes publics et même de ministère ont d'ores et déjà fait savoir qu'ils n'enverraient pas leurs enfants en « vacances apprenantes ». Un mauvais signe.

LIRE AUSSI > Ma colo fait de la résistance

Tout en se félicitant que la question des vacances soit replacée au centre du débat public – une première depuis bien longtemps, les grands noms de l'éducation populaire se montrent d'ailleurs quelque peu gênés aux entournures. « Nous sommes tous soucieux de ne pas scolariser les vacances qui doivent rester un moment à part dans le temps de l'enfant. Et, par ailleurs, même si j'admets qu'une colo “ parcs d'attraction ” offre une plus-value limitée, je ne vois pas pourquoi le purement ludique devrait être réservé aux classes supérieures », note poliment Anne Carayon. La secrétaire générale de la Jeunesse au plein air (JPA, qui fédère la plupart des grands acteurs du secteur) constate d'ailleurs qu'une seule de ses branches, dans le Nord, a monté une colo

correspondant stricto sensu à l'esprit de « vacances apprenantes ».

« Cela concernera un millier de jeunes. Sur deux semaines, ils consacreront dix matinées à des temps d'enseignement pensés en partenariat avec le rectorat. Mais c'est vraiment une exception. La plupart des acteurs proposeront des séjours de loisirs aussi éducatifs qu'épanouissants comme ils ont toujours su le faire ».

Bénéficieront-ils du label gouvernemental et des possibilités de financements qui vont avec ? C'est toute la question.

Combien de profs volontaires ?

Pour le coup, le ministre ne se cache pas derrière son petit doigt. Les 2 500 « écoles ouvertes » qui devraient fleurir à travers la France à partir de début juillet affichent clairement leur objectif : faire revenir les élèves décrocheurs dans les salles de classe face à des professeurs volontaires, pour des sessions de rattrapage scolaire d'une dizaine de jours agrémentées d'activités culturelles et de plein air.

« Quantitativement », le volontarisme est bien au rendez-vous. S'il parvient à ses fins, Jean-Michel Blanquer aura mobilisé 63 millions d'euros et remis en selle 400 000 élèves dans la perspective de la rentrée 2020. L'idée, naturellement, est vertueuse. Les trois mois d'école escamotés depuis le 18 mars risquent d'avoir des conséquences très lourdes en termes d'apprentissage et de lien à l'institution.

Reste que là, aussi, on ne peut que se questionner sur la crédibilité des annonces. Il y a deux ans, Jean-Michel Blanquer nous avait déjà fait part de sa volonté de relancer ce dispositif inventé par Lionel Jospin en 1991. Conclusion : rien. Ou plutôt une stagnation des effectifs à 70 000 enfants accueillis chaque année (contre 145 000 à son plus haut en 2010).

Cette année, le gouvernement compte faire du x5 en touchant donc 400 000 élèves du CP à la terminale. Principalement dans les établissements défavorisés de l'éducation prioritaire, mais aussi « en zone rurale éloignée et dans tous les territoires fragilisés par la crise sanitaire ». Avec une « attention renforcée » aux lycées professionnels où le ministre a promis de laisser ouverts les

« ateliers de cuisine, de menuiserie ou de chaudronnerie » afin d'accueillir les élèves souhaitant rattraper le temps perdu et faire la publicité de la voie professionnelle auprès des collégiens. Ce qu'il a baptisé opération « Été pro ».

Chaudronnerie par 30 degrés

Comment réaliser un changement d'échelle aussi impressionnant en à peine un mois ? Le ministre compte sur le volontariat des professeurs qui doivent retrouver la « grande tradition » d'encadrement de la jeunesse, qui fut la leur jusqu'à la fin des années 1980. Et sur un surcroît d'intérêt chez les élèves. Las, ces deux paris paraissent hautement hypothétiques. Du côté des profs, les vacances Blanquer, quel que soit leur intérêt, risque de pâtir de la cote de popularité dégradée du ministre. Côté élèves, les perspectives sont tout aussi moroses. « Malgré tous leurs efforts, les personnels de l'Éducation nationale n'ont pas réussi à faire revenir les décrocheurs à l'école en mai-juin, pourquoi réussiraient-ils davantage à le faire hors période scolaire ? », s'étonne Philippe Vincent. Le patron du SNPDEN, syndicat majoritaire chez les proviseurs, rappelle notamment que seuls 15 % des lycéens pros sont de retour depuis la réouverture des établissements le 2 juin.

« Cela donne une idée du nombre de jeunes qui se présenteront pour un atelier chaudronnerie par 30 degrés à l'ombre un 1^{er} août... »

Pour attirer les plus récalcitrants, le ministre a toutefois son arme fatale : les « parcours buissonniers », version champêtre des écoles ouvertes, offrant une immersion en « zone rurale » à 50 000 jeunes de quartier en sus des sessions de « renforcement des savoirs fondamentaux : lire, écrire, compter, respecter autrui ». Le concept est charmant, on y retrouve le tropisme bucolico-patrimonial de notre ministre. Mais là encore, ce dernier semble s'être avancé quelque peu.

Interviewé par nos confrères de « Ouest-France » samedi dernier, il annonçait ainsi que 10 000

jeunes « pourraient être pris en charge par la Fédération du scoutisme français ». Contactée par « l'Obs », ladite fédération donne un tout autre son de cloche. Non seulement, sa priorité est que les associations scoutistes qui la composent puissent maintenir les séjours de leurs adhérents dans le cadre d'un protocole sanitaire contraignant. Mais, même si elle espère (tout de même) accueillir des jeunes extérieurs au mouvement, elle se refuse par principe à intégrer des modules scolaires (ce serait contraire à sa philosophie). Et attend par ailleurs des éclaircissements sur les contreparties financières proposées par l'Etat. « Pour l'instant, c'est le flou complet », dit Agnès Cerbelaud, la déléguée nationale à la communication des Scouts de France.

Ecosystèmes favorables

Le ministre nous aurait-il vendu du vent ? « Non, l'école ouverte, ça marche », dit la députée LREM Sylvie Charrière, qui l'a elle-même pratiquée dans ses anciennes fonctions de principale de collège à Clichy-sous-bois (Seine-Saint-Denis) avec des « enseignants inventifs capables de proposer des biais ludiques pour mobiliser des savoirs scolaires » et travailler la joie d'apprendre, Graal de tous les pédagogues. Pour prospérer, elle doit bénéficier toutefois d'un écosystème favorable.

« Sans partenariat fort avec le tissu associatif et les municipalités, les établissements ont rarement les ressources propres pour se lancer dans de tels projets ».

Or, la France ne distingue pas par la qualité de son lien écoles-territoires. « Les communautés éducatives sont souvent assez soudées en éducation prioritaire. Mais ce n'est pas le cas partout », reconnaît Mme Charrière.

A la fédération Léo-Lagrange, l'une des grandes maisons mères de l'éducation populaire, le projet d'école ouverte suscite également beaucoup d'intérêt, « pourvu qu'il ne s'agisse pas d'un one shot ». Le directeur général, Vincent Séguéla y voit une « occasion de renouer durablement le lien perdu entre l'Education nationale et l'Education populaire, ces deux sœurs nées du même ventre qui se sont peu à peu éloignées ».

« Objectivement, nous pourrions gérer 80 % du dispositif. Ce n'est pas faire injure aux enseignants que de constater qu'en matière de pédagogie informelle, nos animateurs sont souvent mieux formés ».

Pour ce faire, il faudrait juste que l'Education nationale accepte de travailler en partenariat. Ce n'est pas le cas ? « Non, mais il faut espérer que les choses changent. Et si le ministère nous sollicite, nous serons prêts ».

« Les choses fonctionnent à l'envers »

Des colonies sans colons, des écoles sans professeurs... Dans le pire des cas, voilà ce à quoi pourraient ressembler les vacances apprenantes de Jean-Michel Blanquer. Comme beaucoup d'élus de villes populaires, Thierry Falconnet, le maire PS de Chenove, 14 000 habitants en périphérie de Dijon, dont deux tiers en quartiers prioritaires, n'attend pas de miracle du plan gouvernemental. Son objectif premier : doubler la capacité d'accueil de ses centres de loisirs municipaux en sollicitant le tissu associatif et en élargissant le champ d'action aux 18-25 ans. Une urgence alors que les premières semaines de déconfinement ont été marquées par des « troubles à la tranquillité ++ ».

« Les collèges n'ont rouvert que très partiellement, et seulement pour les 6^e et 5^e. La plupart des ados sont passés de la maison à la rue. Et cela se ressent nettement dans l'ambiance de la ville ».

Las, pour le gouvernement, les accueils de loisirs sont manifestement la dernière roue du carrosse. Là où les colos se sont vus fléchir 100 millions d'euros et les écoles ouvertes 63, ces derniers n'en toucheront pas plus de 30. Et encore, pourvu qu'ils soient « apprenants » et utilisent des modules de soutien scolaire mis à disposition par l'Education nationale...

Pourquoi faire compliqué quand on peut faire simple ? Pourquoi privilégier dans l'urgence des dispositifs qui ne font pas consensus ou peinent à susciter des vocations plutôt que des « centres aérés », un peu plan-plan peut-être mais déjà bien rodés ? Peut-être parce que Jean-Michel Blanquer a conscience des dégâts irrémediables causés par la déprise scolaire, qu'il est dépourvu

de solution en la matière et que son caractère hyperactif en souffre. « Depuis le début, les choses fonctionnent à l'envers », constate un acteur de l'éduc' pop'.

« Le ministre fait ses annonces et ce n'est qu'après qu'on regarde ce qu'on peut mettre en œuvre concrètement. »

Prof-bashing

Autre hypothèse : le locataire de la rue de Grenelle croit sincèrement à ses chances de succès. Pas impossible. En sus d'un optimisme chevillé au corps, Jean-Michel Blanquer a toujours eu un petit côté « bonnes œuvres » inspiré du catholicisme social. Son plan « vacances apprenantes » rappelle ainsi l'esprit des internats d'excellence, ces structures pour jeunes de quartier, implantées en zone rurale qu'il a créées et développées dans les années 2000 en tant que patron de l'administration du ministère, et dont il est très fier. Toutes proportions gardées, l'objectif est le même : « sauver » des élèves d'origine populaire en leur tendant la main et en les soustrayant à la « toxicité » supposée de leur environnement. Mais les familles populaires sont-elles vraiment en attente d'un sauveur ? Et ce sauveur peut-il être Jean-Michel Blanquer ? On peut en douter.

Concernant les « écoles ouvertes », son jeu est un peu plus trouble. Afficher des objectifs aussi ambitieux est très certainement « mobilisateur ». Mais cela peut être aussi déstabilisant. En cas d'échec du dispositif, qui, en effet, sera montré du doigt ? Le ministre ? Non : les enseignants qui, malgré l'urgence sociale, auront fait passer leurs sacro-saints congés avant le volontariat. Dans un contexte de prof-bashing auquel il n'est pas totalement étranger, ce n'est peut-être pas le meilleur moyen d'établir cette « école de la confiance » dont il ne cesse depuis trois ans de nous promettre l'avènement.

Gurvan Le Guellec